

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

Les mesures de confinement introduites pour limiter la pandémie de COVID-19 ont contribué à la contraction du PIB de la Gambie, estimée à 2,4 % en 2020, après une croissance de 6,2 % en 2019. Du côté de l'offre, les secteurs du tourisme et du commerce sont les plus touchés, tandis que du côté de la demande, la faiblesse de la demande intérieure et extérieure nuit à l'économie. Le gouvernement a réagi par une politique budgétaire expansionniste avec un accroissement des dépenses de santé de 0,5 % du PIB et de l'aide alimentaire de 0,7 %. Les politiques monétaire et financière ont également été assouplies : le taux directeur a été réduit de 200 points de base pour atteindre 10 % afin d'accroître les liquidités. La faiblesse de la demande a entraîné une baisse de l'inflation, avec un taux de 6 % en 2020 contre 7,1 % en 2019. Le déficit budgétaire s'est creusé pour atteindre 3,7 % du PIB en 2020 contre 2,4 % en 2019, en raison de l'augmentation des dépenses et de l'insuffisance des recettes. La baisse des envois de fonds et des recettes touristiques a augmenté le déficit du compte courant, de 5,3 % du PIB en 2019 à 8,6 % en 2020. Les réserves de change ont diminué de 10 millions de USD pour atteindre 258 millions de USD en 2020 (3,7 mois de couverture des importations), tandis que le taux de change s'est stabilisé à 51 dalasis gambiens pour un dollar américain tout au long de l'année. La dette publique a augmenté, passant de 81 % du PIB en 2019 à 83,1 % en 2020, en raison de l'importance des déficits budgétaires et des efforts du gouvernement pour soutenir les entreprises d'État. Le secteur financier, bien que bien capitalisé et liquide, reste vulnérable aux retombées de la pandémie sur la capacité des entreprises à assurer le service de leurs prêts dans le secteur du tourisme, du commerce et de l'immobilier qui représentent 54 % du total des crédits et un tiers des prêts non productifs. La pandémie a affecté négativement les indicateurs sociaux. On estime que 20 000 emplois ont été perdus en 2020, le taux de chômage est d'environ 40 % et le niveau de pauvreté est estimé à 48,6 %.

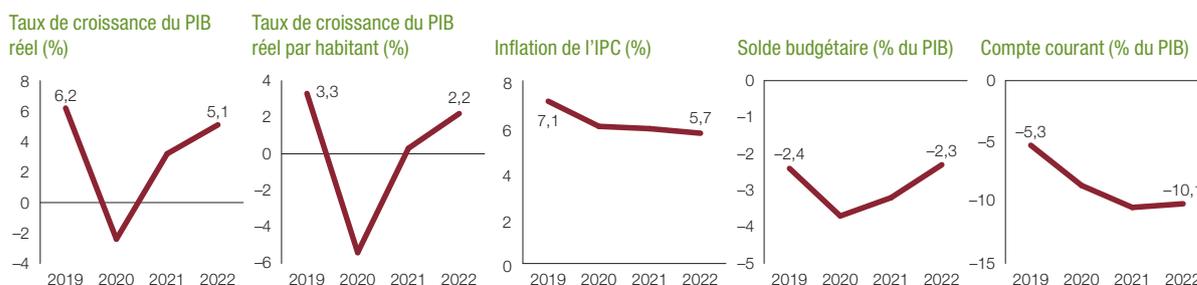
Perspectives et risques

Les perspectives sont positives, mais dépendent de nombreuses conditions : la réouverture économique, l'amélioration de la demande mondiale, une pluviométrie suffisante qui favoriserait le secteur de l'agriculture, la mise en œuvre de réformes

structurelles notamment pour les entreprises d'État non performantes, une politique monétaire accommodante et la poursuite des négociations visant à restructurer la dette publique en complément des efforts de consolidation budgétaire. Le PIB réel devrait connaître une reprise progressive, avec une croissance de 3,2 % en 2021 et de 5,1 % en 2022. L'inflation devrait diminuer légèrement pour atteindre 5,9 % en 2021 et 5,7 % l'année suivante. Le déficit budgétaire devrait se réduire à 3,2 % du PIB en 2021 et à 2,3 % en 2022, tandis que le déficit des opérations courantes se creuserait pour atteindre 10,4 % du PIB en 2021 et 10,1 % en 2022. Cependant, des risques menacent ces perspectives comme des pressions sur les dépenses lors de l'élection présidentielle de 2021, l'incapacité à obtenir une aide extérieure ou un retard dans la réouverture des activités économiques.

Questions et options de financement

L'adhésion à des règles budgétaires plus strictes dans le cadre du programme du Fonds monétaire international et les dispositions du plan national de développement pour l'austérité budgétaire risquent de limiter les efforts de la Gambie à ramener la croissance à son niveau d'avant la crise. La Gambie devrait donc envisager une aide extérieure pour soutenir la reprise de sa croissance à un niveau post-COVID-19. À cet égard, La Gambie pourrait tirer profit de ses expériences de restructuration de la dette et de report du service de la dette. L'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20, le report des paiements et la restructuration des prêts bilatéraux et multilatéraux ont en effet contribué à améliorer la note de la Gambie, qui est passée d'une situation de surendettement à un risque « élevé » de surendettement. L'introduction de mesures immédiates de renforcement des recettes favorables à la croissance serait nécessaire, comme l'élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration du respect des obligations fiscales et la rationalisation des exonérations. À court et moyen terme, le pays pourrait poursuivre l'approfondissement du secteur financier pour soutenir la croissance du crédit du secteur privé. La priorité devrait être donnée à l'obtention de nouveaux financements à des conditions concessionnelles, à la recherche d'autres options de financement telles que l'échange de dette contre le développement, les échanges de dettes entre les différents donateurs, et l'exploration des possibilités de renégociation de la dette afin de rétablir la dette publique sur une trajectoire soutenable.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.